



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
– TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Marine Chartering Services Directorate/Direction des
services d'affrètements maritime

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III, 6C2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Navires remorquage d'urgence	
Solicitation No. - N° de l'invitation F7017-160056/C	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client F7017-160056	Date 2018-02-15
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$MB-003-26699	
File No. - N° de dossier 003mb.F7017-160056	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-02-20	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Aubin, Marc A.	Buyer Id - Id de l'acheteur 003mb
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-5452 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification No. 003 vient (1) changer la demande de soumission ainsi que (2) répondre aux questions de l'industrie comme suit:

Modification à la demande de soumission

La modification No. 8 – L'article 1.2 (Sommaire) (c) seulement est supprimé dans sa totalité et remplacée par ce qui suit:

(c) Le besoin est assujéti à l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

La modification No. 9 – L'article 4.3 (Évaluation Financière) seulement est supprimé dans sa totalité et remplacée par ce qui suit:

4.3 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière ne sera effectuée que sur les soumissions qui répondent à tous les Critères techniques obligatoires.
- (b) Les soumissions financières des soumissionnaires seront évaluées par l'autorité contractante de TPSGC.
- (c) L'évaluation financière sera effectuée en calculant le prix soumissionné total à l'aide des tableaux de prix remplis par les soumissionnaires, conformément aux tableaux d'établissement des prix fournis dans la pièce jointe 4.2 (Évaluation financière – Tableaux d'établissement des prix).

Questions et Réponses

Question No. 3

La section 7.43 de la DP stipule que «l'entrepreneur ... doit maintenir [...] une politique [...] qui respecte ou dépasse les normes énoncées dans les lignes directrices de l'OCIMF sur le contrôle des drogues et des boissons alcoolisées à bord des navires 1995». Cette directive stipule notamment: «Il est recommandé que les gens de mer soient soumis à des tests de dépistage de drogues et d'alcool au moyen d'un programme combiné de tests non annoncés et d'examens médicaux de routine.» Toutefois, la Commission canadienne des droits de la personne a statué que les employeurs ne sont pas autorisés à exiger que les employés se soumettent à des tests anti-drogue aléatoires. Quelles sont les exigences de la GCC en matière de dépistage de drogues inopinées en lien avec le présent contrat et les lignes directrices de l'OCIMF?

Réponse à la question No. 3

La politique sur les drogues et l'alcool de la Garde côtière n'inclut pas le dépistage aléatoire des drogues et de l'alcool dans le cadre du travail quotidien.

La révision proposée de la politique actuelle de la Garde côtière sur les drogues et l'alcool consistera à effectuer des tests préalables, postérieurs à l'incident, pour cause et dans le cadre des examens médicaux périodiques et ne comprendra pas de tests aléatoires de drogues et d'alcool. Des tests aléatoires peuvent être utilisés pour les personnes que l'employeur soutient dans le cadre d'un programme de réadaptation. Un employé qui participe à un programme de réadaptation aux frais de l'employeur doit être prêt à faire l'objet d'un échantillonnage aléatoire pour une période de temps déterminée afin de s'assurer que le programme de réadaptation a été efficace.

La Garde côtière s'attend à ce que l'entrepreneur ait une politique et une approche semblables à l'égard des drogues et de l'alcool déjà en place.

Question No. 4

Veuillez confirmer que l'évaluation financière est basée sur une économie de 10 ans et non sur une période ferme de 3 ans. Si ce n'est pas le cas, veuillez articuler clairement le calcul de l'évaluation.

Réponse à la question No. 4

Comme indiqué à la Pièce Jointe 4.2 (Évaluation financière - Tableaux d'établissement des prix), l'évaluation financière tient compte de la période contractuelle initiale de trois ans et des sept options d'un an, pour un total de dix ans.

Question No. 5

Quel est le calendrier de changement d'équipe de la GCC?

Réponse à la question No. 5

Le changement d'équipage de la GCC repose sur un cycle de service de 28 jours.

Question No. 6

Si le navire est éloigné des «ports d'attache» aux heures de changement d'équipage en raison des exigences opérationnelles de la GCC, la GCC peut-elle fournir un autre moyen de transport pour le changement d'équipage?

Réponse à la question No. 6

Oui, toutefois, le Centre des opérations régionales de la GCC s'efforcera de charger le NRU de permettre aux membres de l'équipage d'effectuer des changements à son port d'attache.

Question No. 7

Veuillez confirmer que le NRU ne sera PAS considéré comme un «navire du gouvernement» et sera considéré comme un «remorqueur» en vertu des règlements contenus dans la *Loi de 2001 sur la Marine Marchande du Canada*.

Réponse à la question No. 7

Le NRU ne sera pas considéré comme un navire du gouvernement. Le type du navire sera déterminé par son certificat de classe existant.

Question No. 8

Quel niveau de certificat de voyage le NRU devra-t-il transporter? Voyage à proximité du littoral, classe 1 ou Voyage illimité. Les niveaux de complément et de certificat de l'équipage seront affectés par cela.

Réponse à la question No. 8

Veuillez-vous référer à l'exigence obligatoire MR 1.

Question No. 9

Dans les deux ports de base présentés à l'appendice b de l'annexe A, quel est le volume de combustible de Diesel à très faible teneur en soufre / Diesel à faible teneur en soufre (USLD / LSD) disponible?

Réponse à la question No. 9

Le Canada n'a pas défini de ports de base pour les NRU. L'entrepreneur choisira l'emplacement de base. Les besoins en carburant seront coordonnés avec les centres d'opérations régionaux de la GCC afin de s'assurer que suffisamment de carburant soit disponible au point de ravitaillement choisi.

Question No. 10

La DP mentionne un certain nombre de réunions et d'examens après l'attribution du contrat. Afin que nous puissions saisir avec précision les coûts de voyage potentiels, pouvez-vous fournir des éclaircissements sur l'endroit où ces réunions d'examen doivent avoir lieu?

Réponse à la question No. 10

Les réunions d'examen auront lieu à Victoria, en Colombie-Britannique.

Question No. 11

MR 25 - Le soumissionnaire doit démontrer qu'il s'est engagé avec un chantier naval canadien pour assurer sa disponibilité pour des travaux d'entretien et de mobilisation au Canada.

On estime que la meilleure valeur pour le Canada est d'offrir un processus concurrentiel en ce qui concerne la sélection des chantiers navals. Si un promoteur s'engage à utiliser un chantier naval canadien particulier pendant le processus d'appel d'offres, le meilleur prix ne peut être livré. Compte tenu du nombre limité de chantiers navals au Canada, certains promoteurs pourraient ne pas être en mesure de soumissionner, à moins de pouvoir obtenir un chantier naval qui ne s'est pas encore engagé à coopérer avec un soumissionnaire potentiel. De plus, une grande partie du travail externe qui doit être effectué n'exige pas nécessairement les installations d'un chantier naval à part entière mais peut parfois être effectuée par un entrepreneur maritime qualifié plus efficacement tout en ajoutant de la valeur à l'économie canadienne.

Réponse à la question No. 11

Le Canada ne cherche pas à ce que les soumissionnaires démontrent un contrat ferme avec un chantier naval. Le Canada cherche à s'assurer que les soumissionnaires ont entamé des discussions, reçu des indications et démontré qu'il existe un plan pour mener des activités d'entretien et de mobilisation au Canada.

Question No. 12

Exigences de sécurité, financières et autres; 6.1 Exigences relatives à la sécurité: Indique que le soumissionnaire doit détenir une autorisation de sécurité d'organisme valide avant l'attribution du contrat, indiquant qu'il reste du temps entre maintenant et l'attribution du contrat pour obtenir un document d'examen d'organisation désignée. Toutefois, 3.2 Section I: Soumission technique (c) (ii) stipule que les soumissionnaires sont invités à soumettre, avec leurs offres, des informations de sécurité pour les capitaines et l'équipage de chaque navire. Il est possible de soumettre les renseignements sur la sécurité pendant la période d'évaluation, mais en gardant à l'esprit que le contrôle de sécurité du personnel ne peut être effectué avant que l'autorisation de l'organisation ne soit complétée, ce qui peut prendre jusqu'à six mois. Selon le site Web du gouvernement du Canada, il semble que le statut de fiabilité soit requis avant que le document de Dépistage d'organisation désigné ne soit obtenu.

Réponse à la question No. 12

Veuillez noter que le Canada ne demande pas d'informations de sécurité pour l'équipage, mais plutôt, comme indiqué à la section 3.2 (c) (ii), le soumissionnaire est prié de soumettre, avec leur soumission, à la date de clôture des soumissions ou avant

cette date, l'information de sécurité pour le capitaine de chaque équipage et chaque navire.

Question No. 13

Une entente de non-divulcation devra-t-il être signé par le soumissionnaire recevable/conforme classé au premier rang avant le début de l'Évaluation de confirmation des navires?

Réponse à la question No. 13

Oui.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE SOUMISSION
DEMEURENT INCHANGÉES**